

La CDC fait cause commune avec l'Arabie saoudite

26 juin 2015

L'AGEFI Quotidien

La création d'un dispositif de co-investissement de 400 millions de dollars à terme doit être signée ce matin. Paris et Riyad resserrent leurs liens économiques et financiers. La France et l'Arabie saoudite doivent signer ce matin au Quai d'Orsay deux accords destinés à ouvrir davantage les portes du marché saoudien aux entreprises françaises. La Caisse des dépôts et Kingdom Holding Company (KHC), le fonds du Prince Al Walid Bin Talal, vont mettre en œuvre un dispositif de co-investissement censé atteindre 400 millions de dollars à terme. Par ailleurs, KHC va ouvrir son capital à plusieurs grandes entreprises françaises. L'accord entre la Caisse des dépôts et Kingdom Holding Company fait suite au protocole signé il y a tout juste un an pour la mise en place d'un partenariat d'investissement stratégique. L'institution de la rue de Lille s'appuiera sur CDC International Capital, comme elle l'a déjà fait en nouant des liens similaires avec le Qatar et le fonds souverain d'Abou Dhabi. La filiale de la Caisse et le fonds saoudien se sont engagés à déployer chacun 50 millions de dollars au profit d'entreprises françaises développant des projets dans le Royaume. Chaque investissement réalisé en commun sera abondé à parité par les deux partenaires. Le dispositif se distingue sur deux points de ceux que CDC International Capital a mis sur pied avec le Qatar et Mubadala. Dans ces deux derniers cas, la logique était d'encourager les fonds qataris et d'Abou Dhabi à investir en France dans des PME, des infrastructures et de l'immobilier. L'accord signé ce matin vise au contraire à aider des entreprises françaises à s'installer dans le Golfe. Une logique de soutien à l'export d'autant plus importante que le marché saoudien a longtemps été la chasse gardée des Etats-Unis, diplomatie oblige. Investi en Arabie Saoudite, le dispositif sera ouvert à des investisseurs tiers, ce qui n'est pas le cas des projets montés avec le Qatar et Mubadala. Il devrait s'agir avant tout de fonds régionaux du Golfe ou de family offices, proches du Prince Alwaleed Bin Talal. Ces tiers seront tout de même censés apporter, à terme, les trois quarts de la force de frappe, la Caisse des dépôts et KHC espérant déployer 400 millions de dollars à un horizon non spécifié. Le deuxième accord signé ce matin, sans lien direct avec le précédent, s'inscrit dans le cadre de l'ouverture des marchés actions saoudiens aux investisseurs non résidents, effective depuis le 15 juin. Coté à la Bourse de Riyad, Kingdom Holding ouvrira son capital à ADP, Engie (ex-GDF Suez), Eiffage, Eren Group (holding de Pâris Mouratoglou), Orange, Safran et Suez Environnement, ainsi qu'à CDC International Capital. Au total, les « Français » achèteront pour 150 millions de dollars d'actions KHC. Un investissement symbolique, qui représente un peu moins de 0,7% du capital aux cours de clôture d'hier. Créée en 2013, CDC International Capital s'est déjà engagée à déployer 150 millions d'euros aux côtés du Qatar, et autant avec Mubadala. Un projet équivalent, avec le fonds souverain russe, a en revanche été gelé compte tenu des sanctions occidentales imposées à Moscou. Des travaux sont en cours avec le Koweït. A chaque fois, la filiale de la Caisse et ses partenaires procèdent par co-investissements directs, faisant ainsi l'économie de la création d'un fonds et d'un recours à un gérant de private equity. **Bucéphale** Finance et Allen & Overy ont conseillé la CDC pour son projet avec KHC.